



Discours de M. le Président de la République

Vœux aux acteurs de la Culture

Nîmes – Mardi 13 janvier 2009

Mesdames et Messieurs,
Madame la Ministre, chère Christine,
Monsieur le Sénateur Maire, cher Jean-Paul,
Madame la Députée Maire,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Président du Conseil général,

En 2008, chaque Français l'a bien compris, l'économie et la géopolitique se sont montrées exceptionnellement présentes, il a fallu gérer bien des crises, souvent dans l'urgence. 2009 doit être une année de reconstruction et je souhaite que les arts et la culture y aient toute leur place. C'est pourquoi j'ai choisi d'adresser mes vœux spécialement à ceux qui œuvrent au développement de nos arts, concourent à l'épanouissement de notre civilisation, au plus près du terrain, ici à Nîmes.

Pourquoi avoir choisi Nîmes ? La réponse me semble-t-il se lit sur les murs de cette grande ville antique, romaine, hispanique, camarguaise, provençale, languedocienne, française, méditerranéenne, européenne. Nîmes est un haut lieu de notre identité et de notre culture, une culture singulièrement vivante comme en témoigne ce « Carré d'Art », que je connais de longue date, dessiné par Norman Foster comme un magnifique contrepoint à la « Maison Carrée » antique qui lui fait face. C'est un pari, un pari réussi. J'ai toujours pensé que

c'était vraiment le symbole de la réussite architecturale, de la fidélité à une identité, l'identité nîmoise. Un fleuve est fidèle à son identité en allant vers la mer et non pas en revenant vers la source. C'est très intelligent ce qui a été fait ici. Il n'y avait pas de quoi s'offusquer. Et pourtant je me souviens à l'époque de tous les débats. Aujourd'hui le bâtiment de Norman Forster est une évidence. Que vous en soyez félicités, tous, d'avoir compris qu'être fidèle à son identité c'est se tourner vers l'avenir. Et non pas vers le passé. Ce n'est pas de recommencer en moins bien ce que les autres ont fait, mais c'est marier l'identité et la modernité.

Au-delà de Nîmes, il est évident pour moi qu'il faut évoquer nos politiques culturelles aux abords de la Méditerranée, dont plus que jamais je crois impératif de rapprocher les peuples. La France a porté le projet de l'Union pour la Méditerranée. On voit bien aujourd'hui combien il est nécessaire que les peuples de la Méditerranée, juifs, arabes, européens, se rencontrent, dialoguent. Ils sont condamnés à vivre ensemble.

C'est la raison pour laquelle, avec Christine Albanel, nous avons voulu que parmi les projets de cette législature voie le jour un grand Musée des Arts et des Civilisations de la Méditerranée. Entièrement consacré aux cultures des peuples de la Méditerranée, conçu par l'un de nos grands architectes, Ruddy Ricciotti, ce lieu de collections sera aussi un espace de dialogue et de rencontres, dédié à tous les arts vivants, explorant les relations très riches qui unissent l'Europe du Sud et l'Afrique du Nord, parcourant les routes passionnantes qui relient l'occident et l'orient. Ce musée sera inauguré à Marseille en 2012 et préfigurera d'ailleurs l'avènement de Marseille comme capitale de la culture en 2013. C'est un projet auquel je crois beaucoup.

Je pense que l'Europe a fait une grande erreur en tournant le dos à la Méditerranée. L'Europe n'a pas simplement tourné le dos à son passé, elle a

tourné le dos à son avenir. Autant je suis militant de l'élargissement de l'Europe vers l'Est, autant je crois que l'Europe a pris le risque de ne pas être fidèle à son identité en donnant le sentiment de tourner le dos à la Méditerranée. Ces vingt dernières années on n'a parlé que de l'Est. Il fallait la réconciliation de la famille, c'était important. Mais nos racines, nos origines trouvent corps dans ce bassin méditerranéen auquel, vous le savez, j'attache pour ma part une très grande importance. D'autant plus grande que je n'en suis pas moi-même natif. Mais je crois que c'est capital. Ce musée des arts et des civilisations de la Méditerranée portera notre identité et la fera vivre.

*

2012 me direz-vous, semble loin, alors qu'il nous faut aujourd'hui surmonter une crise sans précédent. « *Au cœur de la nuit européenne, la pensée solaire attend son aurore* » écrivait Albert Camus. Nous avons besoin de cette pensée solaire en 2009. Au moment où toutes nos certitudes vacillent, notre culture est notre meilleur appui pour construire ensemble les voies d'un développement équilibré et d'une civilisation durable. Il n'est pas d'exemple que dans la crise, les peuples n'aient ressenti le besoin de vivre à travers leur culture.

Bien plus qu'une crise financière, qu'une crise économique ou sociale, c'est une crise morale et culturelle que nous traversons. Au-delà de la cupidité des uns, de l'aveuglement des autres, il y a une perte collective du bon sens, du sens de la mesure, et une grande confusion dans les esprits, confusion entre les moyens et les finalités. Rétrospectivement, nos successeurs seront ébahis en découvrant l'égarement collectif qui nous aura conduits dans la situation où nous sommes, où la seule chose qui aura compté était l'augmentation du produit intérieur brut, au risque d'y sacrifier l'ensemble des ressources de la planète. Il y a un besoin de sens et un besoin de repère dans la crise que nous traversons. Ce n'est pas anecdotique s'il n'y a jamais eu une telle fréquentation



de nos musées et de nos cinémas, en pleine crise de confusion des valeurs. Les gens se tournent, finalement, vers cette identité qui n'est pas de la nostalgie, qui n'est pas le passé, mais qui est un besoin exprimé par nos compatriotes de retrouver du sens, des valeurs. C'est là où la culture a toute sa place.

D'ailleurs, 2008 aura été une excellente année pour la culture française. Pour la deuxième fois de notre histoire le prix Pritzker est allé à un architecte français, Jean Nouvel, dont nous connaissons tous l'immense talent ; trois oscars ont été décernés au cinéma français ; c'est un film français qui a remporté, chère Christine, la palme d'or à Cannes ; et le prix Nobel de littérature a été attribué à Jean-Marie Gustave Le Clézio. Je ne dis pas cela pour entonner une espèce de cocorico nationaliste et un peu étriqué. Mais nous n'avons pas eu tellement de bonnes nouvelles en 2008. Au moins saluons devant le monde de la culture les succès de la culture française.

2008 a non seulement été un succès pour la culture dans des distinctions internationales exceptionnelles, mais aussi une année de succès populaires. Contrairement à ce que l'on nous prédisait, la fréquentation du cinéma français dans nos salles a dépassé le cinéma américain - qu'il ne s'agit pas du tout de critiquer, ce serait absurde. Simplement il se trouve que les films français ont attiré un plus grand public que les films américains, et 2008 a été une très bonne année de fréquentation des salles tous films confondus. Ce qui montre bien qu'entre la télévision et le cinéma, et je le dis devant les responsables des chaînes qui sont ici, il y a un intérêt mutuel, un intérêt commun. Ce besoin, ce plaisir de voir ensemble avec un public des œuvres dans la salle de cinéma n'est pas tué par la télévision. Au contraire, la télévision peut puissamment contribuer au financement de la création et du cinéma.



Les publics ont également été très nombreux dans nos musées, avec des expositions au fond assez consensuelles, comme « Picasso et ses maîtres » ou les civilisations arctiques au Quai Branly, qui ont connu un succès considérable, mais aussi des expositions plus polémiques : je comprends que l'on puisse être « pour » ou « contre » Jeff Koons à Versailles. Moi je suis plutôt pour, et je vais vous dire pourquoi. Parce que je suis pour tout ce qui dialogue, tout ce qui se rencontre ; oserais-je le dire, je suis pour le « métissage », la tolérance, pour l'addition plutôt que la soustraction. Chère Christine ALBANEL, qui avez dirigé Versailles, vous pouvez en témoigner, je pense être l'un des visiteurs les plus réguliers du château de Versailles, du parc de Versailles, c'est un lieu que j'aime beaucoup. Que des Français ou des étrangers aient l'opportunité de voir les œuvres de Jeff KOONS parce qu'ils veulent venir voir Versailles, ou que des amateurs de Jeff KOONS aient l'opportunité de découvrir Versailles, eh bien tant mieux. Ne recréons pas des murs entre les spécialités ni entre les époques. Au contraire, marions tout cela, additionnons, plutôt que toujours avoir cette volonté de se recroqueviller sur son pré carré, en mettant des murs. On peut aimer Versailles ou pas, mais on ne peut pas contester ce qu'il y a de positif dans la rencontre, dans le dialogue, dans cette volonté de marier les époques sans les trahir. Rien qu'en ne disant cela je vois la polémique arriver : comment ? Il a osé donner son opinion ? Oui, on peut être Président de la République et aussi avoir des convictions, ce n'est pas absurde, ce n'est pas interdit.

Je n'oublie pas non plus les grandes tournées à l'étranger du ballet de l'Opéra national de Paris, de la Comédie française. Bref, cela a été une très bonne année pour notre culture et nous pouvons en être fiers

*



En 2009, je voudrais dire que du fait de la crise économique et financière, non seulement on ne doit pas en rabattre sur nos ambitions culturelles, mais au contraire, on doit de la crise faire une opportunité pour avoir d'autres ambitions. Vraiment, j'aimerais tellement vous convaincre mes chers compatriotes, l'ensemble des Français, quelles que soient nos différences, que la crise est une opportunité de changer, de s'ouvrir, de prendre des initiatives, et surtout pas de rester comme interdits en attendant que le ciel nous tombe sur la tête. Pour la culture en 2009, on doit avoir d'autant plus d'initiatives et de projets qu'il y a ce besoin de sens et de repères dont je parlais tout à l'heure.

Finalement, qu'est ce qui s'est passé ? Avec la chute du mur de Berlin, on espérait un monde où ce serait la fin de l'histoire, où il y aurait la paix, la croissance, le développement pour tous. Cette espérance s'est écroulée avec le 11 septembre 2001. On a vu que la mondialisation n'apportait pas que du bien, elle apportait beaucoup de bien mais aussi du fanatisme, des pertes d'identité qui conduisaient à l'extrémisme, et la réponse qui était donnée à cela c'était la proximité et l'individualisation. Or ce n'est pas suffisant. La proximité est tout à fait nécessaire, mais ce n'est pas l'alpha et le l'oméga. Il y a autre chose, d'autres valeurs, d'autres engagements.

Pour vivre, tout homme doit travailler le jour mais aussi rêver la nuit. Les artistes sont ceux qui rêvent la société, la décryptent, l'interprètent, prédisent l'avenir, préviennent les risques : sans les artistes la société mourrait. Dans un monde « désenchanté », libéré de l'emprise des traditions, je pense que la culture doit nous permettre de répondre à notre soif de sens.

A partir de ce moment là, que va-ton faire, et pourquoi va-t-on le faire ?

D'abord, je voudrais m'inscrire en faux contre ceux qui disent qu'on doit investir dans la culture parce que c'est une activité économique qui représente des



dizaines de milliards d'euros de recettes. C'est vrai, mais ce n'est pas pour cela qu'il faut investir dans la culture. On investit dans la culture parce que c'est essentiel, c'est notre civilisation qui est en jeu. Vous savez, le plus grand anthropologue français, un jeune homme de cent ans, Claude LEVI-STRAUSS, que j'ai rencontré il y a quelques semaines – un homme qui fait honneur à la culture et à l'intelligence française – il a dit quelque chose sur lequel on n'a pas assez réfléchi, il a dit : « l'identité n'est pas une pathologie ». Honnêtement cela mérite d'y réfléchir. Parce que cela va au-delà du consensus de la pensée unique sur la « diversité ». La diversité c'est positif, mais permettez-moi de vous dire que la diversité n'existe pas s'il n'y a pas l'identité. La diversité n'existe que parce qu'il y a des identités assumées, non agressives. Une identité humiliée, c'est une identité radicalisée. Une identité assumée, respectée, considérée, c'est une identité qui rayonne. C'est parce que l'identité n'est pas une pathologie, que la diversité est une chance. Je reviens à Koons et à Versailles. C'est parce que l'on respecte l'identité de notre histoire et de l'histoire de ce château de Versailles, qui a miraculeusement traversé les épreuves de l'histoire de notre pays, que l'on peut ne pas avoir peur d'y mettre des œuvres modernes.

Il me semble que l'on ferait une erreur en réduisant la culture à ce qu'elle peut apporter à notre économie car la société française a un besoin d'identité. Cela a d'ailleurs été l'un des sujets de la campagne présidentielle, quel qu'ait été votre vote. Je pense profondément que l'identité est un élément qui permet le rayonnement, et que dans les problèmes qu'a connus la construction européenne – l'Europe qui est tellement importante pour notre pays – l'Europe n'a pas été comprise d'un certain nombre de nos compatriotes, et je le dis dans cette région. Si vous mettez nos concitoyens, et ceux d'autres pays, dans la situation de choisir entre leur identité ou la construction européenne, alors vous rendez à tous un très mauvais service, car vous renfermez votre identité sur elle-même, et vous tuez l'idée européenne. Je ne voudrais pas revenir sur les

grands débats, parce que je vais déjà avoir assez d'ennuis avec ce que j'ai dit, mais le débat sur les racines chrétiennes, l'identité chrétienne etc. c'est un débat qui a été vécu par une partie de nos compatriotes comme un débat identitaire. En refusant d'aller au terme de ce débat, on a donné le sentiment à une partie de nos compatriotes que l'Europe était une menace pour notre identité. Donc, la culture, l'identité culturelle, c'est un élément essentiel à cultiver en soi et pour soi. La culture ce n'est pas ce qui reste quand on a tout oublié, c'est plutôt ce qui conduit à tout perdre quand on oublie d'en prendre soin.

*

Il se trouve que la culture a aussi, accessoirement, une valeur économique, et que c'est un atout important pour notre développement ; parce que les arts suscitent la créativité et l'innovation ; parce qu'ils sont adossés à des industries culturelles ; parce qu'ils sont facteurs d'attractivité. Certains pays viennent d'ailleurs chercher en France les recettes de notre succès. A ce propos je voudrais dire que je n'ai pas compris la polémique qui a accompagné le partenariat du Louvre avec les Emirats Arabes Unis. Si l'on veut bien ouvrir son esprit : qu'est ce qui se joue dans le Golfe ? Une affaire essentielle, qui est la possibilité de marier l'Islam et la modernité, l'Islam et l'ouverture. Les Emirats Arabes Unis, un pays de 5 ou 6 millions d'habitants, musulman, ont l'ouverture d'esprit de demander au Louvre de s'ouvrir à eux, comme ils ont l'ouverture d'esprit de le faire avec le Guggenheim. Amis, c'est une excellente nouvelle ! Qu'est ce que nous voulons ? Voulons-nous l'enfermement, comme on le voit dans certains pays, ou voulons-nous l'ouverture ? Quand je vois les prodiges architecturaux réalisés à Abu Dhabi ou à Doha, mais c'est une excellente nouvelle ! Que la culture française, par l'intermédiaire de ses grandes institutions, aide à l'ouverture de l'Islam dans certains pays musulmans, pour éviter la catastrophe absolue que serait l'affrontement entre l'orient et l'occident, mais qui peut bien être contre ? Si nous sommes si fiers du Louvre, il doit

pouvoir résister à la confrontation avec une succursale à Abu Dhabi. Si la France a une culture à vocation universelle, elle ne doit pas avoir peur de la rencontre, du dialogue et de l'échange. J'espère que vous avez compris que je soutiens ce partenariat culturel, et que si Singapour, chère Christine ALBANEL, pouvait faire la même chose, ce qui nous ouvrirait l'Asie, ce serait là aussi une excellente nouvelle, et cela vaut a fortiori pour le Brésil, pays avec lequel nous venons de conclure un partenariat stratégique. Notre culture, nous n'avons pas vocation à la garder frileusement pour nous en disant « mon dieu, faites qu'elle ne franchisse pas les frontières ! »

J'ai, dans le même sens, encouragé le vote d'un important crédit d'impôt, qui vient d'entrer en vigueur, pour attirer en France les tournages de grands films étrangers. Je le dis dans cette région à la lumière incomparable, je ne considère pas comme une fatalité que tous les tournages se fassent maintenant en Hongrie, pays que pour un certain nombre de raisons j'aime beaucoup, en Tchéquie, en Slovénie ou en Roumanie. Que ne récupérons-nous pas les tournages nous aussi ! La Corse, ce n'est pas loin d'ici. Cela fait bien longtemps que je le dis aux élus corses, amis réfléchissez à une zone franche pour pouvoir accueillir des grands tournages. Vous avez ici une lumière incomparable, vous aussi, des paysages extraordinaires, pourquoi renoncer ? La France ne compte-t-elle pas dans l'histoire du cinéma mondial ? On ne devrait plus y tourner de films parce que nos charges seraient plus lourdes, et parce qu'on aurait les 35 heures ? (Remarquez, je m'en suis occupé, c'est vrai, entre temps). Je souhaite que ce crédit d'impôt change la donne.

Je souhaite également rendre un hommage particulier aux collectivités territoriales, qui sont devenues, Chère Christine, le premier financeur de la culture : la ville de Nîmes, la région Languedoc Roussillon illustrent de longue date cet engagement, et cet engagement doit continuer.



Alors nous allons faire un certain nombre de choses en 2009. D'abord, il y a la grande réforme de l'audiovisuel public. Qu'est ce que j'ai entendu là-dessus, mon dieu ! J'ai annoncé cela il y a un an, après avoir conduit la réforme de l'audiovisuel extérieur. Regardez comme les Français sont extraordinaires, vous êtes beaucoup plus réformateurs que les élites ! Le conformisme, l'immobilisme, le statu quo, c'est l'affaire des élites, les Français eux, ils demandent à juger sur pièce.

Cher Patrick de CAROLIS, Cher Patrice DUHAMEL, quand je vois le plébiscite des nouveaux horaires de la télévision, de la suppression de la publicité sur le service public, je me dis, mais dans le fond, devant un tel unanimité, on se demande pourquoi ils n'ont pas eu l'idée plus tôt ? On se demande d'ailleurs qui a eu cette idée, au fond, puisque maintenant que les fameux sondages... Je n'entends pas les responsables politiques qui viendraient en disant aux Français, si nous gagnons les prochaines élections, on remettra la publicité sur France Télévisions. Je ne les ai pas entendus. Il a dû se passer quelque chose. Et je voudrais d'ailleurs dire combien je suis heureux de la capacité d'adaptation de l'audiovisuel public, de ses programmes et voyez-vous, cela restera certainement, Chère Christine ALBANEL, comme une des grandes réformes de mon quinquennat : avoir rendu au service public les moyens de son identité, sa spécificité, son ambition.

J'ajoute, de surcroit, pour ceux qui avaient des craintes pour le financement du service public, que, compte tenu de la situation du marché publicitaire, la garantie que le gouvernement a donnée rend bien service à la télévision publique, qui aurait été bien gênée pour préparer son budget dans la crise actuelle du marché publicitaire. Enfin les chaînes privées ont toutes – y compris le groupe de communication ORANGE, ce qui est une nouveauté historique – signé des accords avec les auteurs et les producteurs pour augmenter leur effort dans la création audiovisuelle.

Donc vous voyez, ce n'était pas la peine qu'il y ait toute cette polémique, on y arrive tranquillement. Ce qui compte pour moi, c'est qu'on ait un service public qui élargisse le choix du public. On n'a pas besoin d'un service public qui ressemble aux chaînes privées. Si c'est pour faire les mêmes programmes ce n'est pas la peine. Franchement, je me réjouis ce soir de voir « Henri IV » sur France 2 à 20H35, voilà ça y est je l'ai dit !

Qu'il me soit permis également de dire un mot de l'architecture, car c'est avec la télévision la confrontation la plus constante des citoyens avec la culture. Je trouve qu'on a la chance en France d'avoir de très grands architectes et que l'architecture, c'est un art oserais-je le mot, populaire par expression. Pourquoi populaire ? Il n'y a pas besoin de prendre un ticket pour rentrer, il n'y a même pas besoin de faire un acte de volonté pour apprécier l'architecture. L'architecture est dans la rue et parfois je me dis, mais comment se fait-il qu'on voit dans tant de villes, des projets architecturaux si magnifiques et que, ces vingt dernières années, c'est parfois un peu plus poussif dans notre pays ?

D'abord parce qu'il y a du conformisme dans notre pays, le mauvais conformisme, l'immobilisme, le conservatisme pour de mauvaises raisons. On préfère quelque chose de laid auquel on est habitué, plutôt que prendre le risque de quelque chose de nouveau qui change ses habitudes.

Deuxièmement, on a été trop loin dans les règles, dans les cahiers des charges, dans les interdictions de tous les côtés, ce qui fait que maintenant la moindre association peut, pour de très mauvaises raisons, empêcher la réalisation des projets les plus exceptionnels. Ce n'est pas la peine d'adorer le château de Versailles : s'il y avait eu nos règles à cette époque, il n'y aurait pas de château de Versailles. Et Monsieur Mitterrand, il a parfaitement bien fait de mettre la pyramide de Pei, quel courage, quelle ambition, au cœur du Louvre !

Et cela viendrait à l'idée de qui, d'enlever la pyramide de Pei ? Un pays jeune, qui reste jeune, c'est un pays qui ose, et qui doit oser des gestes architecturaux comme la ville de Nîmes les pratique depuis vingt ans. Pour cela, je le crois, il faut que nous allégions le droit de l'urbanisme et de la construction, qui sont devenus quelque chose de parfaitement abscons – un endroit où il n'y a vraiment pas de poésie. La prime est donnée à celui qui prend le moins de risques, comme cela, on est sûr de ne pas avoir de bonne surprise – les mauvaises, elles, sont garanties. Je souhaite que l'architecture puisse véritablement vivre dans notre pays, qu'il y ait des grands projets, et des projets innovants, comme le « Nemausus » de Nîmes construit par Jean Nouvel, expérimentation d'une nouvelle forme de logement social, qui part du principe qu'il faut donner aux habitants un maximum d'espace à vivre, de confort et de beauté – sans que cela coûte plus cher car le beau permet la durée ; et inversement les gens dégradent et détruisent rapidement les constructions au rabais qui enlaidissent leur existence. Nous devons donc assouplir le carcan des normes et cultiver l'innovation et l'expérimentation : c'est l'objectif humaniste qui doit guider chaque action, et non la simple obéissance aux règles.

Pardon de le dire comme cela, mais le débat sur les tours, a-t-on vu quelque chose de plus accablant ? Il y a ceux qui sont « pour » les tours, il y a ceux qui sont « contre » les tours. Comme s'il fallait être pour ou contre la densité. Si vous allez à New York, est-ce que vous voyez un débat sur les tours ? New York est une ville dense absolument magnifique. Les centres-villes sont en général les endroits les plus appréciés, ce sont justement les endroits où il y a le plus de densité. Je ne défends pas la densité pour la densité, mais résumer la qualité à l'absence de densité... même l'île Saint Louis, avec ses toutes petites rues, est l'un des quartiers les plus prisés de la capitale. Inversement la tour Montparnasse n'est pas forcément le geste le plus habile, mais c'est parce qu'on n'a pas pensé à l'écrin, à la cohérence d'ensemble. En tout cas, chaque



génération, chaque époque doit apporter des gestes architecturaux, et au-delà des gestes une philosophie de l'architecture. Une époque de création doit faire la place à l'architecture.

Avec Christine Albanel, nous avons vraiment décidé que 2009 sera l'année de l'architecture. Dans le cadre du plan de relance, le fonds « Etat exemplaire » doté de 200M€ permettra d'aider la qualité architecturale, mais c'est bien l'ensemble du plan de relance qui devra prendre pleinement en compte cet objectif. Rien ne serait plus stupide que de construire à la chaîne de grands ensembles de logements sans forme comme cela a été fait dans les années soixante. Il faut construire vite, mais il faut aussi construire bien, tout en s'attachant aussi à préserver les vestiges du passé grâce à l'archéologie préventive, cette belle réussite française : la région de Nîmes montre à quel point l'archéologie est une richesse à cultiver.

Au-delà du plan de relance l'Etat doit être exemplaire dans toutes ses réalisations, et organiser de grandes consultations et de grands concours d'architectes, pour ses ouvrages d'art aussi bien que les hôpitaux et les campus universitaires, sans oublier la prochaine Cité de la Défense nationale, qui incarnera le nouveau visage de nos armées, ce qui implique un projet exceptionnel.

Il y a un autre projet que je suis personnellement, c'est le Grand Paris. J'ai voulu confier à dix grands architectes urbanistes la mission de dessiner l'avenir à long terme de la métropole parisienne. Paris ne peut pas être réduit simplement à la nuit blanche ni à Paris-plage sur la Seine. C'est très bien, je n'ai rien à y redire, mais enfin quand même, on a envie d'un peu plus d'ambition, des grands projets, des réflexions sur ce que peut être la ville de demain. On ne peut pas être simplement dans une gestion parfois un peu au jour le jour. Il faut tirer les conclusions de certains échecs urbanistiques et



imaginer ensemble la ville de demain. Je crois vraiment que c'est quelque chose que l'on doit faire et sur lequel je m'investirai énormément. Je le crois extrêmement important.

*

Je souhaite maintenant aborder trois grands chantiers culturels sur lesquels nous devons faire un effort particulier en 2009.

Le premier chantier, je sais qu'on en a souvent parlé, mais c'est une affaire à laquelle j'attache une grande importance, c'est le chantier des enseignements artistiques. Pourquoi j'y attache de l'importance ? Parce que si on développe les enseignements artistiques à l'école, on développera le public culturel. Je voudrais que cela se fasse dans ce sens là. Ce n'est pas parce qu'il y a un public culturel important qu'il y aura des enfants qui iront à l'enseignement artistique, c'est bien le contraire. C'est parce que dans les familles et à l'école, on donnera l'appétit pour les enseignements artistiques, qu'on élargira le public des arts et de la culture. Pour moi c'est absolument capital. Je fais une liaison complète entre les enseignements artistiques et le succès de la politique culturelle, je veux dire par là que toutes les disciplines artistiques et culturelles ont intérêt au renforcement des enseignements artistiques. Je fais aussi une liaison entre les enseignements artistiques et la réussite scolaire et professionnelle. Car notre pays a beaucoup glorifié Descartes, et il est temps de réhabiliter Spinoza : l'intelligence humaine est avant tout le produit des émotions, et ce serait une très grave erreur de centrer les enseignements sur les seules disciplines cérébrales en marginalisant celles qui font appel à l'intelligence des émotions et à l'intelligence du corps.

Nous veillerons avec Xavier Darcos et Christine Albanel, à ce que toutes les écoles et toutes les institutions culturelles signent des partenariats de la maternelle à l'université, pour que chaque enfant ait la chance d'entrer dans



une salle de concert, un théâtre, un musée, un cinéma, la chance de rencontrer des artistes, et surtout la chance d'apprendre une discipline artistique. C'est aussi la raison pour laquelle en validant le projet de construire la Philharmonie de Paris, j'ai voulu l'associer étroitement avec la Cité de la Musique, pour en faire aussi un outil d'éducation des publics, dans un lieu situé au cœur du Grand Paris.

Vous voyez, il y a une cohérence : l'éducation artistique, l'architecture, la télévision publique – j'aurais dû y ajouter la réforme de l'audiovisuel extérieur conduite avec beaucoup de brio par Alain de POUZILLAC et Christine OCKRENT pour mieux porter nos valeurs et notre culture dans le monde.

Dans le même esprit d'ouverture, les musées et les monuments nationaux dépendant de l'Etat seront ouverts gratuitement à tous les jeunes de moins de 26 ans ainsi qu'à leurs professeurs. Je sais qu'il y a un débat sur la gratuité dans les musées, avec ses partisans et ses opposants. Dans la situation qui est la mienne, il faut que j'arbitre, et je pense que la bonne solution est de donner libre accès à tous les professeurs et à tous les jeunes. C'est une chance pour eux, et ça ne tuera pas les musées bien au contraire, parce que les jeunes qui auront eu l'habitude d'aller dans les musées y reviendront quand ils seront adultes, et quand ils auront une famille ils y emmèneront leurs enfants. Parce que si on n'a pas eu la chance de faire ces rencontres et de vivre ces émotions quand on était enfant ou adolescent, ça prend beaucoup plus de temps ensuite de franchir le seuil d'un musée. Cette mesure entrera en vigueur le 4 avril prochain, c'est-à-dire le premier jour des vacances de Pâques, j'y attache beaucoup d'importance.

Un mot sur la connaissance de notre histoire. Là-aussi, on ne connaît notre histoire que par les moments où les Présidents de la République successifs s'excusent des périodes où, hélas, l'histoire a été tragique. Or je suis fasciné

par l'idée que la France est riche de ses musées d'art, mais qu'il n'y a aucun grand musée d'histoire digne de ce nom! Il n'existe aucun lieu pour questionner notre histoire de France dans son ensemble. Nous avons donc décidé la création d'un Musée de l'Histoire de France. Ce musée sera situé dans un lieu emblématique de notre histoire, un lieu qui reste à choisir et qui sera choisi : il y a plusieurs idées qui font sens mais il faut en débattre, échanger, il faut que cela polémique un peu, que chacun fasse valoir ses arguments. Parce que l'histoire de France, c'est un tout, c'est une cohérence. En général, on l'attaque par petit bout, les pages glorieuses, les pages un peu plus délicates, alors qu'on devrait l'affronter dans son ensemble. Aussi je souhaite qu'il y ait un musée de l'histoire de France, qui pourrait d'ailleurs être une fédération de musées et des monuments, qui travailleraient en réseau et collaboreraient avec de grandes institutions étrangères. Un musée doté d'un Centre, situé dans un endroit symbolique. Il me semble que cette initiative renforce aussi l'identité qui est la nôtre, l'identité culturelle : c'est une autre initiative que je laisse à votre réflexion.

Notre patrimoine ce sont aussi nos monuments, une richesse qui n'est ni suffisamment entretenue ni suffisamment exploitée. On estime à 10 milliards d'euros la somme totale qu'il faudrait investir, dont 5 milliards au titre des monuments protégés en péril, sans compter la nécessaire rénovation des établissements culturels comme le Quadrilatère Richelieu de la BNF, ou la construction de la Cité de Pierrefitte dessinée par Massimiliano Fuksas pour accueillir nos archives nationales. Christine ALBANEL m'a indiqué qu'elle avait besoin de 100 millions d'euros de plus par an à consacrer à la rénovation et à l'entretien de notre patrimoine protégé. J'ai donc décidé d'inscrire 100M€ de plus au budget du ministère de la Culture, ce qui fait que, rien qu'en 2009, le ministère de la Culture consacrera 400M€ à l'entretien de notre patrimoine. Naturellement, chère Christine, cet effort sera maintenu pendant les années suivantes et ne fera l'objet d'aucun gel tant que je serai Président de la



République. Il est venu, le temps d'entretenir notre patrimoine, c'est aussi une affaire d'identité, de sens, de respect de notre culture.

La ministre décidera elle-même le choix des sites à rénover, mais je pense qu'il y a trois priorités trop souvent sacrifiées : nos grands monuments emblématiques ; nos cathédrales et nos abbayes - je ne veux en rien porter atteinte à la laïcité de l'Etat, mais quand on voit ce long chapelet d'églises et de cathédrales, quand on connaît l'histoire de France et les rapports entre l'église et le Roi de France, il me semble que c'est notre devoir d'entretenir ce patrimoine - et bien sûr, je pense particulièrement au patrimoine des petites communes rurales, qui sont totalement hors de situation de pouvoir entretenir ce que l'histoire leur aura légué. Je sais que c'est un point qui touchera particulièrement nos amis de la Lozère notamment.

Comme le patrimoine est porteur d'activité et de croissance, je voudrais aussi que soit autorisée sans condition l'application du régime fiscal du mécénat aux apports des citoyens et des entreprises aux restaurations de monuments publics et privés. Il y a un génie français qui veut que, dès que le législateur vote une mesure, l'administration arrive derrière, et encadre cette mesure. Il faut être major de Polytechnique pour comprendre comment on peut utiliser un dispositif fiscal, et même quand on est major, on a très vite compris que, ce que le législateur a voulu, l'administration ne l'a pas voulu, et qu'à l'arrivée, on ne peut rien faire. Moi, je souhaite qu'on puisse faire, et après tout si des gens souhaitent donner leur temps et leur argent pour rénover des bâtiments publics et privés, qu'ils puissent le faire en bénéficiant du mécénat. Cela donne du travail à nos entreprises, cela donne du travail à nos compatriotes, et cela installe la France comme le pays du monde qui reçoit le plus de touristes. Je souhaite également que soit examinée la possibilité de concéder l'exploitation de monuments publics à des entrepreneurs et des collectivités publiques, en veillant à la qualité du projet culturel.

*

J'en viens maintenant à un sujet très important et très difficile, par lequel je voudrais terminer, qui est le sujet de la création artistique. C'est une affaire très difficile parce que la création a besoin de liberté. La création a aussi besoin d'être soutenue, parce que l'on ne rencontre pas son public tout de suite, et les exemples sont innombrables de débuts de carrière difficiles, ou d'échecs artistiques retentissants, qui sont devenus ensuite des chefs d'œuvre de notre patrimoine culturel.

J'ai voulu que l'Etat redéfinisse sa politique à l'égard de la création, non pas pour asservir les artistes aux goûts du public, encore moins à ceux de l'administration, mais simplement pour réaffirmer une évidence : celle de l'excellence.

Si je résume, chère Christine, l'avis, le diagnostic porté par les experts sur le spectacle vivant, notre politique souffre d'un empilement de subventions. C'est un travail épouvantable pour obtenir une subvention, mais quand on l'a, on est quasiment assuré de la garder. Aussi la multiplication des productions a-t-elle conduit à engorger les salles, et pour le théâtre, la difficulté a été accrue par la coupure, toujours un peu étonnante, qui existe entre les théâtres privés et les théâtres publics : comme s'il existait des œuvres privées et des œuvres publiques ! C'est un débat que j'aimerais poursuivre parce que, franchement, je ne comprends pas bien cette distinction.

Quel a été le résultat ? Des créateurs appauvris, un chômage massif d'artistes et de techniciens intermittents, et une forme d'égoïsme entre les générations, parce que la politique des guichets répond à la logique du « premier arrivé, premier servi », ce qui renforce les artistes déjà établis et exclut les nouveaux



talents. En lançant les « entretiens de Valois », Christine Albanel a souhaité prendre le temps d'une grande concertation, qui s'est déroulée sur toute l'année 2008.

Le temps de la décision est donc arrivé. Comme on dit qu'il n'y a pas de mot d'amour mais des preuves d'amour, je vous annonce qu'en 2009 l'Etat versera l'intégralité des crédits votés en loi de finances pour la création, en levant la mise en réserve, et nous accompagnerons cette réforme les années suivantes autant qu'il sera nécessaire. Naturellement je veux une véritable réforme, conforme à la feuille de route fixée à l'été 2007 : recentrer les aides sur l'excellence artistique, mieux diffuser les œuvres, soutenir l'éducation artistique, renforcer l'évaluation, professionnaliser le dialogue avec les autres financeurs publics.

J'ai demandé par ailleurs qu'on crée un Conseil pour la création artistique, instance que nous présiderons, Christine Albanel et moi, et qui sera animée par une personnalité importante de notre vie culturelle, Marin Karmitz. Je crois que l'Etat est parfaitement légitime pour financer la création, mais il doit concevoir son action en association étroite avec les artistes, les professionnels et le public. En matière de création, Marin Karmitz est quelqu'un qui sait de quoi il parle, son expérience et son parcours en attestent.

Je veux également vous dire mon attachement au régime spécifique de l'intermittence. Ce régime doit perdurer, tout en étant réservé aux situations pour lesquelles il est réellement légitime, en veillant à combattre fermement les abus.

Ce sont les mêmes critères qui guideront notre soutien aux arts plastiques, avec une action législative et fiscale spécifique pour que notre marché de l'art soit plus compétitif. Je ne comprends pas pourquoi, dès qu'il y a une œuvre qui

se vend, qui s'échange, elle devrait partir pour Londres ou pour New York. Il n'y a pas de fatalité quand même. Il n'y a pas de fatalité à ce que les plus beaux bâtiments soient construits en dehors de la France, il n'y a pas de fatalité à ce que les grandes expositions aient lieu ailleurs, et il n'y a pas de fatalité à ce que le marché de l'art existe si peu dans notre pays. Il faut donc le soutenir, et s'il y a des dispositions législatives et fiscales à prendre, on va les prendre. À quoi cela sert-il d'être le pays à l'histoire universelle, à la culture universelle, si nous ne sommes pas à la hauteur de ce qu'ont fait nos prédécesseurs et qu'on laisse mourir la capacité d'attractivité de la France, de Paris. Donc il y a vraiment un engagement que je suis prêt à assumer.

*

Pour conduire la modernisation et la refondation de nos politiques, il nous faut un ministère de la culture concentré, réactif, moderne. Oui, parce que je suis attaché au ministère de la Culture. Je respecte toutes les idées et je ne peux pas prêcher pour le dialogue et le métissage et refuser les idées. Toutefois la symbolique de la disparition d'un ministère de la Culture serait détestable, et contradictoire avec la force des propositions que je viens de faire devant vous, qui montrent que cela peut servir à quelque chose d'avoir un ministère de la culture. Cinquante ans, cela reste très jeune, mais ce ministère doit se rénover pour affronter de nouveaux défis. Je compte sur toi, Christine, pour intégrer la révolution numérique et concevoir une politique d'ensemble à l'égard des industries culturelles qui affrontent cette révolution, c'est la mission dévolue au troisième pilier qui compose le nouveau ministère au même titre que les Patrimoines et la Création artistique.

Notre politique implique de soutenir les réseaux numériques mais aussi et surtout les œuvres et les contenus qu'ils véhiculeront. Je sais que le CSA, j'en remercie le Président, est passionné par ces enjeux, et qu'il suit attentivement



les appels à candidature en cours. On a devant nous la question de l'extension des 18 chaînes gratuites de la TNT à tous les Français : en février les habitants de la ville de Coulommiers seront les premiers à basculer en « tout numérique ». Il y a une transition similaire à organiser pour les radios, et j'aimerais que l'avènement de la télévision mobile permette la même révolution que l'invention du radio-transistor dans les années Cinquante. Il y a enfin 5000 salles de cinéma qui doivent aussi se numériser pour conserver leur attractivité.

Il est tout aussi nécessaire d'adapter nos aides aux œuvres, et la profonde modernisation du CNC nous y aidera. André Malraux avait coutume de dire que le cinéma était un art mais aussi une industrie. J'aimerais pouvoir dire que le jeu vidéo est une industrie mais aussi un art, capable de créer des univers et une architecture aussi belle que celle des Arènes de Nîmes.

Je voudrais aussi vous dire, puisque j'ai parlé du CSA, et je rends hommage à Michel Boyon, qu'il y a aussi la politique des nominations, les nominations des membres du CSA, et d'autres qui arrivent ensuite. Vous le savez, j'ai voulu l'ouverture pour le gouvernement. Le moins que l'on puisse dire c'est que j'ai été constant dans ce choix-là. Parce que je crois que la France, une fois les élections passées, a besoin de constituer la meilleure équipe possible. J'y crois. Cela n'a pas toujours été facile avec mes propres amis. Je le comprends très bien. Certains amis m'ont dit : on t'accompagne depuis 30 ans et tu nommes à des postes importants des gens qui n'ont même pas voté pour toi au deuxième tour. Je l'ai fait parce que c'est mon devoir. Parce que la France a un pays qui a besoin de tolérance, d'ouverture et de respect. Cela apporte beaucoup au gouvernement de François Fillon d'avoir un homme comme Bernard Kouchner qui porte la politique extérieure. Et quand il s'est agi hier de choisir celui qui allait porter notre politique auprès des jeunes, j'ai confié cette responsabilité à Martin Hirsch. J'en suis fier parce que je crois qu'une fois les élections passées,



on doit faire confiance aux meilleurs, et que le rôle du Président de la République c'est de rassembler tout le monde.

Le Président de la République doit rassembler et ce que j'ai fait pour le gouvernement je l'ai fait aussi pour un certain nombre de nominations : le Haut Commissaire à la diversité, Yazid Sabeg est un homme qui quelques jours avant sa nomination avait critiqué la politique du gouvernement. Je lui ai demandé de prendre cette responsabilité. Je veux que pour nos institutions, notre audiovisuel, on essaie systématiquement d'aller chercher les meilleurs, avec ouverture, avec esprit de dialogue. C'est cela qui compte. C'est ce qui fait un pays puissant et un pays fort. Je sais parfaitement que c'est ma responsabilité. Croyez-bien c'est ma conviction la plus absolue. J'en vois parfois certains qui me critiquent : c'est normal, nous sommes en démocratie. Je me demande : pourquoi toutes ces bonnes idées qu'ils ont maintenant, ils ne les ont pas mises en œuvre avant ? Je n'ai pas le souvenir d'avoir vu dans un gouvernement de gauche un ministre des Affaires étrangères qui n'avait pas voté pour le Président élu. Je n'en ai pas le souvenir. Je crois que c'est une nécessité pour notre pays. Je veillerai, pour les nominations au CSA ou pour d'autres nominations, à conserver vraiment cette obsession du rassemblement, du professionnalisme, sortir des petites sectes, des petits clans, des petits réseaux, des petites amitiés.

Mesdames et Messieurs, c'était un vrai plaisir de parler devant vous. Il y a une chose formidable dans notre pays. Notre pays aime le changement, il n'a pas peur de la réforme. Des camps intermédiaires ne l'aiment pas, c'est vrai, forcément, une partie de leur existence repose sur l'immobilisme. Il faut les conduire aussi à aimer le changement et à ne pas le craindre. Il n'y a pas de progrès dans l'art, mais j'aime à savoir qu'il y a des « mouvements ».



Mesdames et Messieurs, en terminant, Monsieur le Maire, qu'il me soit permis de vous souhaiter une excellente année au plan professionnel pour vous, et aussi au plan personnel puisque cela compte tout autant. Et puis cher Patrick de Carolis, cher Patrice Duhamel, à ce soir : libre à tous de regarder une autre chaîne mais nous, on regardera France 2...

Bonne année à tous !

*

(Rappel et reprise du discours)

Je ne serais pas complet si je ne mentionnais pas deux autres priorités de notre politique à l'égard des industries culturelles. Je le dis comme je le pense : la France a inventé le droit d'auteur. C'est une invention française. Aussi je tiens beaucoup à ce que l'on défende le droit des créateurs, qu'on respecte la propriété de ces droits. On n'autorise pas le vol au supermarché, on n'a pas à pirater les œuvres musicales, les vidéos, les films, les livres. Vous savez, le jour où l'on ne respectera plus les droits d'auteur, ce jour là il n'y aura plus de création.

Je crois à la propriété, donc je crois à la propriété des droits d'auteur. Le texte qu'a fait voter Christine Albanel au Sénat, la loi création et internet, est soumis au vote de l'Assemblée nationale. Je veillerai à ce qu'il soit définitivement adopté le plus tôt possible. Chacun prendra ses responsabilités, mais c'est un mauvais service à rendre aux jeunes que de leur laisser penser qu'au prétexte de la jeunesse, on peut se servir sans respecter les droits d'auteur, d'autant plus qu'il y a beaucoup de jeunes parmi les artistes, et ce sont eux qui souffrent le plus. Que les forces politiques fassent preuve, là aussi, d'un minimum de courage.



Je voudrais également vous dire que j'avais oublié de vous parler d'un autre chantier qui me tient à cœur : c'est la question du régime de la TVA sur les produits culturels. J'en ai parlé récemment à Mme Angela Merkel et je continuerais à mener le combat. Ce fut un progrès de fixer le taux de la TVA à 5,5% pour les livres. Mais il n'y a aucune raison de ne pas en faire autant pour les disques, la musique et pour la vidéo, qui sont tous, à ma connaissance, des produits culturels. Donc je plaide fortement en ce sens : il faut une TVA réduite sur l'ensemble des biens culturels.

Faites-moi partir, car j'ai encore beaucoup de choses à vous dire et je pourrais rester !

Merci.